

Tableaux blancs interactifs: Québec suspend le programme



La ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, veut prendre un temps de réflexion pour évaluer le programme d'achat de tableaux interactifs mis en branle par le gouvernement précédent.

Photo: Olivier Pontbriand, archives La Presse



[Tommy Chouinard](#)

La Presse

(Québec) Le gouvernement Marois remet en cause l'achat massif de tableaux blancs interactifs pour les écoles publiques. Il désavoue donc cet héritage de Jean Charest.

Le premier ministre libéral a lancé le projet en 2011, à la surprise générale, dans le discours d'ouverture d'une nouvelle session parlementaire. Plus de 40 000 tableaux numériques devaient être achetés en cinq ans pour remplacer les tableaux noirs. La facture est estimée à 240 millions de dollars.

Autre gouvernement, autre vision. Selon la ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, «c'est un programme mur à mur qui, à l'évidence, n'était peut-être pas la meilleure solution».

Au cours d'un entretien avec *La Presse*, elle a affirmé qu'elle veut prendre le temps

nécessaire pour «faire le point sur la situation». Une réflexion s'impose avant d'aller plus loin, croit-elle. Manifestement, elle n'a pas l'intention de poursuivre le programme tel quel.

«Le problème, c'est que ces tableaux ne correspondent pas nécessairement aux besoins des commissions scolaires et des écoles. Ce n'était pas une demande de leur part. Ce n'est pas un choix qu'elles ont fait», dit la ministre.

Un second appel d'offres pour l'achat de 5400 tableaux a été lancé récemment. Marie Malavoy a laissé entendre qu'il sera maintenu. «Je ne veux pas décrocher les tableaux là où il y en a», dit-elle.

Le programme a connu un faux départ. Le premier appel d'offres a été annulé «parce qu'on a soupçonné qu'il ne s'était pas fait dans les règles», pour reprendre les termes de la ministre. *La Presse* a révélé en mars que la très grande majorité des achats étaient faits auprès d'un fournisseur quasi unique, Smart Technologies, dont le lobbyiste est un ancien membre du cabinet de Jean Charest.

La Chaire de recherche du Canada sur les technologies de l'information et de la communication en éducation a publié le printemps dernier une synthèse des recherches sur les tableaux blancs interactifs (TBI). Elle conclut que «peu ou prou d'études sérieuses permettent de montrer un quelconque impact des TBI sur la réussite scolaire [...]. Leurs résultats sont parfois contradictoires, plutôt modestes, et montrent la plupart du temps que cet outil technologique ne semble pas avoir de réel impact, à court terme du moins, sur la réussite éducative des élèves». «Au-delà des stratégies marketing et des déclarations politiques à tout-va, il semble que peu d'éléments permettent une intégration pédagogique justifiée et avisée du TBI dans toutes les salles de classe du Québec», ajoute-t-elle. Les trois chercheurs, dont le directeur de la Chaire, Thierry Karsenti, affirment même qu'«on peut s'étonner que tant d'incertitudes donnent lieu à un tel investissement qui, dans n'importe quelle compagnie, nécessiterait au préalable une analyse minutieuse des besoins réels des acteurs et des retombées (pédagogiques dans notre cas) par le biais de recherches rigoureuses sur ses impacts».

Des surprises et des problèmes

Selon la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement, «c'est une mesure politique et pas

nécessairement pédagogique». «Cette annonce-là a pris tout le monde par surprise. On parle quand même d'un quart de milliard! Les milieux n'ont pas été consultés. Ça ne correspond pas aux besoins», affirme Lorraine Normand-Charbonneau, présidente de la Fédération.

Depuis sa création, le programme a engendré «plein de problèmes», selon elle. La formation destinée aux enseignants est parfois déficiente. Les commissions scolaires n'ont pas toujours les moyens pour offrir du soutien technologique. Des tableaux restent emballés et entreposés faute de budget pour en faire l'installation. Dans certaines écoles, le réseau internet surchauffe: il n'y a pas assez de bande passante pour répondre aux besoins de tous les tableaux numériques. «C'est un borbier administratif et organisationnel», résume Mme Normand-Charbonneau.

Le tableau blanc interactif est «un outil technologique parmi d'autres» qui, selon elle, ne devrait pas être imposé à tous. «On est pour les nouvelles technologies. Mais ça nous prend de la souplesse. Qu'on laisse choisir les milieux», soutient-elle. Elle donne l'exemple de la commission scolaire Eastern Townships, qui a choisi il y a quelques années de se procurer des ordinateurs portables pour ses élèves. Les résultats scolaires se sont améliorés depuis.